

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 21 du 12 mai 2016

PARTIE PERMANENTE

Armée de l'air

Texte 10

INSTRUCTION N° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA

relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air.

Du 15 mars 2016

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ARMÉE DE L'AIR : *sous-direction « gestion des ressources » ; bureau « gestion administrative ».*

INSTRUCTION N° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air.

Du 15 mars 2016

NOR D E F L 1 6 5 0 4 4 7 J

Références :

Code de la défense - Partie réglementaire IV. Le personnel militaire.
Code du service national - Partie législative.
Décret n° 91-606 du 27 juin 1991 (BOC, p. 2461 ; BOEM 520-0.6) modifié.
Décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 43, signalé au BOC 43/2008 ; BOEM 300.3.3, 311-2.1.1, 313.3.2, 331.1.2.1, 360-1.2.7.3, 621-4.1.1, 651.4.2) modifié.
Arrêté du 3 mars 2010 (JO n° 66 du 19 mars 2010, texte n° 39 ; signalé au BOC 20/2010 ; BOEM 331.1.2) modifié.
Arrêté du 3 mars 2010 (JO n° 120 du 27 mai 2010, texte n° 35 ; signalé au BOC 31/2010 ; BOEM 331.1.1) modifié.
Arrêté du 20 décembre 2012 (JO n° 15 du 18 janvier 2013, texte n° 38 ; signalé au BOC 19/2013 ; BOEM 620-4.1.1).
Arrêté du 29 août 2014 (BOC n° 50 du 10 octobre 2014, texte 24 ; BOEM 332.1.2.6.1).
Arrêté du 24 février 2015 (JO n° 72 du 26 mars 2015, texte n° 23 ; signalé au BOC 15/2005 ; BOEM 300.3.3, 311-2.1.2, 326.3.1.2, 614.1.1.6, 722.1.1).
Instruction n° 54614/DEF/C/K du 14 décembre 1977 (BOC, p. 4117 ; BOEM 311-2.1.2) modifiée.
Instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953 ; BOEM 325.1.2, 460.1, 810.7) modifié.
Instruction n° 1700/DEF/DCSSA/PC/MA du 31 juillet 2014 (BOC n° 51 du 17 octobre 2014, texte 9 ; BOEM 620-4.1.1).
Instruction n° 4000/DEF/DRH-AA/SDEP-HP/BPE du 26 novembre 2014 (BOC n° 3 du 22 janvier 2015, texte 6 ; BOEM 620-4.1.7.1).

Pièce(s) Jointe(s) :

Treize annexes et un appendice.

Texte abrogé :

Instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DADM du 3 novembre 2011 (BOC N° 53 du 23 décembre 2011, texte 17 ; BOEM 331.1.2.1).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 331.1.2.1

Référence de publication : BOC n° 21 du 12 mai 2016, texte 10.

SOMMAIRE

Préambule.

1. ENGAGEMENT INITIAL.

1.1. Conditions générales requises.

1.1.1. Condition relative à la nationalité.

1.1.2. Condition relative aux obligations du service national.

1.1.3. Condition relative aux droits civiques.

1.1.4. Condition relative à l'aptitude médicale.

1.1.4.1. Sur-expertise médicale.

1.1.4.2. Cas particuliers.

1.1.5. Conditions relatives à l'âge.

1.2. Conditions particulières.

1.2.1. Pour l'admission dans les spécialités du personnel navigant.

1.2.2. Pour les candidats fonctionnaires.

1.3. Constitution du dossier d'engagement.

1.4. Autorisation d'engagement.

1.5. Durée du contrat initial.

1.6. Période probatoire.

1.6.1. Élèves sous-officier.

1.6.2. Militaires du rang engagés.

1.6.3. Autres cas.

2. LE RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT.

2.1. Cas général.

2.2. Cas particuliers.

2.2.1. Séjour hors métropole et lien au service suite à formation spécialisée.

2.2.2. Renouvellement de contrat de droit.

2.2.3. Décision de non renouvellement d'engagement.

2.2.4. Renouvellement du contrat du personnel en position de non activité.

2.2.5. Cas du détachement au titre de l'article L. 4138-8, du code de la défense.

2.3. Aptitude médicale.

3. ACTE D'ENGAGEMENT.

3.1. Souscription de l'acte d'engagement.

3.1.1. Autorité habilitée et cérémonial.

3.1.2. Particularités de l'engagement initial.

3.1.3. Prise d'effet du contrat.

3.2. Prorogation du contrat d'engagement.

3.2.1. Principe.

3.2.2. Situations administratives concernées.

3.2.3. Cas particulier du congé maladie ordinaire.

3.2.4. Situations administratives non concernées.

3.3. La rectification.

3.4. L'avenant à l'acte d'engagement.

4. LA DÉNONCIATION DU CONTRAT.

4.1. Dénonciation du fait de l'autorité militaire.

4.2. Dénonciation par l'intéressé.

5. LA RÉSILIATION DE CONTRAT.

5.1. Résiliation d'office du contrat.

5.2. Résiliation sur demande.

5.2.1. Autorités délégataires du ministre en matière de résiliation.

5.2.2. Résiliation sur demande agréée du ministre de la défense.

5.2.3. Cas particulier des engagés mineurs.

5.3. Résiliation à titre de sanction disciplinaire du troisième groupe.

5.4. Procédure de résiliation.

6. ABROGATION.

ANNEXE(S)

ANNEXE I. DEMANDE D'ENGAGEMENT INITIAL.

ANNEXE II. ACTE D'ENGAGEMENT INITIAL POUR SERVIR DANS L'ARMÉE DE L'AIR EN QUALITÉ DE MILITAIRE ENGAGÉ.

ANNEXE III. DÉCISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE.

ANNEXE IV. DÉCISION PORTANT PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE.

ANNEXE V. PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DE CONTRAT.

ANNEXE VI. COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE AIR.

ANNEXE VII. ATTESTATION PORTANT PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT.

ANNEXE VIII. RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT POUR SERVIR DANS L'ARMÉE DE L'AIR EN QUALITÉ DE MILITAIRE ENGAGÉ.

ANNEXE IX. RECTIFICATION À L'ACTE D'ENGAGEMENT.

ANNEXE X. AVENANT À L'ACTE D'ENGAGEMENT.

ANNEXE XI. DÉCISION PORTANT DÉNONCIATION DE CONTRAT PAR L'AUTORITÉ MILITAIRE.

ANNEXE XII. DÉNONCIATION DE CONTRAT PAR L'INTÉRESSÉ ET DÉCISION DE RADIATION DES CONTRÔLES CORRESPONDANTE.

ANNEXE XIII. DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT.

Préambule.

L'engagé est le militaire admis à servir dans l'armée de l'air en vertu d'un contrat dans les grades de militaire du rang et de sous-officier en vertu des dispositions prévues par le code de la défense et le décret cité en quatrième référence.

L'armée de l'air recrute son personnel par voie d'engagement pour servir dans les différentes spécialisations. Il est orienté dans l'une ou l'autre spécialité en fonction de ses connaissances et aptitudes, des besoins de l'armée de l'air et de ses souhaits.

En fonction de la spécialité, les sous-officiers engagés sont rattachés à l'un des deux corps de sous-officiers de carrière de l'armée de l'air conformément à l'arrêté de huitième référence. Pour les militaires du rang, la spécialité se suffit à elle-même ; il n'y a pas de corps de rattachement.

La présente instruction a pour but de préciser les conditions dans lesquelles les engagements au titre de l'armée de l'air peuvent être, en temps de paix, souscrits, dénoncés, résiliés, prorogés ou rectifiés. Les processus de sélection et de recrutement sont précisés par des textes spécifiques pour chaque catégorie de personnel.

1. ENGAGEMENT INITIAL.

1.1. Conditions générales requises.

Conformément aux dispositions de l'article L. 4132-1. du code de la défense, de l'arrêté de cinquième référence et l'arrêté de sixième référence, tout candidat à un recrutement en qualité d'engagé doit satisfaire à chacune des conditions suivantes :

- posséder la nationalité française et jouir de ses droits civiques ;
- ne pas avoir été condamné définitivement à une ou plusieurs peines dont la durée totale est égale ou supérieure à un an d'emprisonnement sans sursis ;

- être titulaire du diplôme requis au recrutement ;
- ne pas avoir été précédemment rayé des contrôles par perte du grade en application du 2° de l'article L. 4139-14. du code de la défense ;
- pour les mineurs non émancipés, être pourvu du consentement des représentants légaux (appendice I.A.) ;
- pour les mineurs émancipés, fournir une copie de son acte d'émancipation, sauf s'ils sont émancipés de plein droit (mineur marié).

1.1.1. Condition relative à la nationalité.

Elle est impérative et n'autorise aucune exception. En conséquence, les jeunes gens ayant la faculté de répudier ou de décliner la nationalité française doivent être avisés lors du dépôt de leur demande d'engagement et au moment de la signature de l'acte que le fait de contracter un engagement dans l'armée française leur fait perdre cette faculté en application des articles 20-4 et 21-9 du code civil.

1.1.2. Condition relative aux obligations du service national.

Les candidats doivent avoir accompli la journée défense et citoyenneté (JDC) ou journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) sauf pour ceux intégrant une école militaire de formation générale et professionnelle avant l'âge de dix-sept ans.

1.1.3. Condition relative aux droits civiques.

Les candidats à un engagement dans l'armée de l'air ne doivent pas avoir été privés de leurs droits civiques, conformément aux dispositions du 2° de l'article L. 4132-1. du code de la défense.

1.1.4. Condition relative à l'aptitude médicale.

L'aptitude médicale est établie selon les critères précisés par l'instruction de treizième référence. Elle fait l'objet d'une évaluation initiale lors de la sélection et d'une confirmation lors de la visite d'incorporation. Seule l'aptitude établie lors de la visite médicale d'incorporation certificat médico-administratif d'aptitude (imprimé n° 620-4*/1bis) est prise en compte pour la signature de l'engagement.

L'expertise médicale initiale de sélection est effectuée par un médecin du service de santé des armées qui doit mentionner l'aptitude générale au service ainsi que l'aptitude à la spécialité ou aux spécialités postulées. Elle est réalisée :

- dans un centre d'expertise médicale du personnel navigant (CEMPN) pour les candidats à une spécialité du personnel navigant (PN) ;
- dans une antenne d'expertise médicale initiale (AEMI) pour les autres candidats.

Le candidat peut être amené à subir des examens complémentaires en milieu civil ou militaire, ou des expertises auprès d'un spécialiste hospitalier militaire, sur prescription établie par un médecin du service de santé des armées.

Le dossier médical est ensuite transmis au centre médical des armées (CMA) de Salon-de-Provence pour les élèves officiers sous contrat du personnel navigant (EOSC PN), à celui de Rochefort pour les élèves sous-officiers (ESO) et à la base d'engagement initial pour les militaires du rang engagés (MDRE).

La visite médicale d'incorporation a lieu dans les premiers jours suivant l'arrivée au centre d'engagement. Elle a pour objet de confirmer l'expertise initiale et d'établir l'aptitude à l'engagement et à la spécialité en vue de la

signature du contrat.

1.1.4.1. Sur-expertise médicale.

Lorsqu'un candidat n'est pas satisfait d'une décision médicale, il peut établir une demande de sur-expertise adressée :

- si l'inaptitude a été prononcée par un CEMP, à Monsieur le président de la commission médicale de l'aéronautique de défense (CMAD), CEMP - HIA Percy - 101 avenue Barbusse - BP 406 - 92141 Clamart cedex ;
- dans les autres cas, à la direction régionale du service de santé des armées (DRSSA) territorialement compétente, au regard du CMA ayant déclaré l'inaptitude.

La demande doit être établie dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision médicale et accompagnée d'une photocopie du certificat médical d'aptitude initiale (imprimé n° 620-4*/10) ou du « 268 Santé Air » du CEMP, et de toutes les pièces complémentaires utiles au traitement du dossier, en spécifiant notamment la ou les spécialités pour lesquelles l'aptitude est sollicitée.

1.1.4.2. Cas particuliers.

Les anciens militaires précédemment radiés des cadres ou rayés des contrôles pour infirmité ou réformés définitivement peuvent être autorisés à s'engager sous réserve d'être reconnus aptes par la commission de réforme, conformément aux articles R. 4139-54. et R. 4139-55. du code de la défense et de remplir les autres conditions fixées au point 1.1. de la présente instruction. Ces candidats ne sont pas soumis aux conditions d'âge mentionnées ci-dessous, de même qu'aux dispositions relatives au versement des primes d'engagement.

L'état de grossesse d'une candidate à un engagement dans l'armée de l'air, constaté postérieurement aux épreuves de sélection mais antérieurement à la signature du contrat, diffère l'engagement jusqu'au terme légal du congé de maternité. L'engagement redevient possible à l'issue du congé de maternité si la candidate satisfait alors aux normes médicales d'aptitudes requises.

1.1.5. Conditions relatives à l'âge.

Les conditions d'âges doivent être remplies à la date de prise d'effet de l'engagement.

Le candidat au recrutement doit être âgé de dix-sept ans au moins, sauf dans le cas des élèves de l'enseignement technique de l'armée de l'air pour lesquels l'âge minimum de seize ans est applicable.

L'âge maximum de recrutement est fixé par l'arrêté de cinquième référence pour les élèves officiers sous contrat (EOSC) et par l'arrêté de sixième référence pour les autres cas.

Des dérogations à la condition d'âge maximum peuvent être accordées sur décision du ministre de la défense (directeur des ressources humaines de l'armée de l'air) :

- pour les EOSC PN, uniquement dans la limite d'un an en cas d'inaptitude médicale temporaire ;
- pour les ESO et les MDRE dans les cas suivants :
 - pour des candidats possédant des compétences particulières ou spécifiques présentant un intérêt pour l'armée de l'air ;
 - pour les candidats recrutés pour des spécialités « rares » dont la périodicité d'intégration est supérieure ou égale à un an ;
 - pour les candidats faisant l'objet d'une inaptitude médicale temporaire à l'incorporation ;

- pour les candidates dont l'état de grossesse constaté entre les épreuves de sélection et la signature du contrat justifie un report de la date d'engagement.

1.2. Conditions particulières.

1.2.1. Pour l'admission dans les spécialités du personnel navigant.

Les candidats à un engagement en qualité d'EOSC PN dans l'armée de l'air ne doivent pas :

- avoir été éliminés aux tests psychotechniques et psychomoteurs des épreuves de présélection ;
- avoir fait l'objet d'une radiation du circuit des écoles du PN.

1.2.2. Pour les candidats fonctionnaires.

Le candidat fonctionnaire doit produire une attestation de l'administration à laquelle il appartient reconnaissant qu'elle a été préalablement informée de son intention de contracter un engagement dans les armées.

1.3. Constitution du dossier d'engagement.

Les modalités de constitution du dossier d'engagement sont précisées dans les directives relatives au recrutement du personnel engagé de l'armée de l'air et sont récapitulées dans l'annexe I.

1.4. Autorisation d'engagement.

La sélection des candidats est effectuée par la direction des ressources humaines de l'armée de l'air/sous-direction « gestion des ressources » (DRH-AA/SDGR) en fonction des besoins de l'armée de l'air, au regard des résultats obtenus en sélection ainsi que des dossiers des candidats.

La DRH-AA/SDGR établit l'autorisation d'engagement. Le commandant de la formation administrative (CFA) ou de l'organisme de formation fait convoquer le candidat, établit et fait signer l'acte d'engagement (annexe II.).

1.5. Durée du contrat initial.

La durée du contrat initial est ajustée pour permettre la gestion des carrières. Une circulaire fixe pour chaque spécialité ou spécialisation la durée de l'engagement initial. Celle-ci couvre en général au minimum la formation initiale et le lien au service correspondant, ce qui ne dispense pas d'établir l'attestation prévue dans ce cas.

1.6. Période probatoire.

Le contrat d'engagement initial ainsi que le premier des contrats intervenant après une interruption de service ne deviennent définitifs qu'à l'issue d'une période probatoire initiale de six mois qui peut être prolongée uniquement dans le cadre de la formation et renouvelée une seule fois pour insuffisance de formation ou raison de santé.

En pratique, il convient de bien distinguer les deux situations :

- la prolongation de période probatoire est appliquée chaque fois que le programme de formation dépasse la durée initiale de six mois ; en cas de décalage du programme ou du stage de formation, une nouvelle prolongation peut-être mise œuvre ;

- le renouvellement de la période probatoire est appliqué une seule fois, lorsque des difficultés individuelles d'apprentissage ou des raisons de santé entraînent un retard dans la réalisation du programme de formation.

Lorsqu'il s'avère nécessaire de renouveler pour insuffisance de formation ou raison de santé une période probatoire déjà prolongée au titre de la formation, le renouvellement de six mois débute à l'issue de la prolongation. Une décision est établie par le CFA (annexe III.).

La durée totale de période probatoire ne peut en aucun cas dépasser dix-huit mois.

Nota. La période de formation mentionnée dans ce point comprend la formation théorique en école ou organisme de formation et la formation pratique en unité.

1.6.1. Élèves sous-officier.

Pour les élèves sous-officiers, la période probatoire initiale est systématiquement prolongée de la durée nécessaire pour couvrir la formation militaire et la formation de spécialiste telles que prévues dans la programmation des écoles. La mention de la prolongation ainsi que la date de fin de période probatoire sont mentionnées sur l'acte d'engagement. Cette date correspond au dernier jour de la formation prévue ou, le cas échéant, au terme des dix-huit mois lorsque la formation initiale prévue dépasse ce délai.

En cas d'évolution importante de la programmation, une décision de prolongation pourra être établie (annexe IV.) par le commandant de formation sans excéder dix-huit mois.

1.6.2. Militaires du rang engagés.

La période probatoire initiale de six mois couvre la plupart des formations. Cette période probatoire peut être renouvelée une fois pour une durée de six mois par le CFA pour raison de santé ou insuffisance de formation.

Pour les spécialités à formation longue (notamment 26XX et 34XX), la période probatoire peut être prolongée, dans la limite de dix-huit mois, afin de couvrir également la phase d'application. À ce titre, l'autorisation d'engagement émise par la DRH-AA/SDGR mentionnera la prolongation en fonction de la programmation des stages et de la durée connue des formations. Cette prolongation sera portée sur l'acte d'engagement initial qui précise la date du dernier jour de période probatoire.

L'attribution du certificat d'aptitude à l'emploi de technicien (CAET) met fin à la période probatoire lorsque celle-ci a été prolongée ; elle ne met pas fin à la période probatoire initiale de six mois ni à la période probatoire ayant fait l'objet d'un renouvellement.

1.6.3. Autres cas.

Pour les autres cas, notamment les élèves-officiers et les élèves techniciens, la durée de la période probatoire initiale est fixée par les instructions spécifiques les concernant.

2. LE RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT.

Le renouvellement d'engagement est le résultat d'un dialogue entre le gestionnaire (DRH-AA/SDGR), le commandement local et le militaire. Compte tenu des enjeux individuels et collectifs, il importe que ce dialogue soit mené à chaque étape de la façon la plus transparente.

Pour voir son contrat renouvelé, le militaire doit satisfaire aux différentes conditions fixées par l'article L. 4132-1. du code de la défense et notamment présenter « les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction ». S'en assurer est l'un des objectifs de ce dialogue.

2.1. Cas général.

La DRH-AA/SDGR transmet, entre les quinzième et treizième mois avant le terme du contrat en cours, une proposition de renouvellement d'engagement (annexe V.) pour recueil de l'avis du commandement local. Cette proposition est établie en fonction des besoins, des règles de gestion en vigueur et du dossier individuel, notamment à partir des notations.

Le commandant d'unité, ou son délégataire, évalue cette proposition au regard de la qualité des services rendus et des compétences détenues. Il reçoit l'intéressé et recueille ses observations éventuelles. Il transmet son avis et peut notamment :

- demander que le contrat ne soit pas renouvelé, si la qualité des services s'est brusquement et définitivement dégradée ;
- demander une durée plus courte pour mise à l'épreuve, si la dégradation des services est jugée temporaire.

Lorsque le militaire a demandé une durée plus courte, par exemple à des fins de reconversion, le commandant d'unité doit systématiquement transmettre l'information avec son appréciation. Le CFA valide ou amende le travail et transmet l'ensemble.

Une commission consultative air (CCA) dont la composition est donnée en annexe VI. est obligatoirement réunie pour examiner les dossiers chaque fois que le CFA envisage une durée de contrat inférieure à celle initialement proposée par la DRH-AA.

Lorsque la DRH-AA a proposé un non renouvellement de contrat au regard de la qualité des services rendus et uniquement dans ce cas-là, la CCA peut demander un renouvellement d'une durée de deux ans, au titre de la mise à l'épreuve.

Les avis du commandement local et si nécessaire de la CCA sont retournés à l'administration centrale (DRH-AA/SDGR) pour établissement de la décision ministérielle. Celle-ci est notifiée à l'intéressé par les services administratifs dans les formes réglementaires au moins six mois avant le terme du contrat.

Lorsqu'il lui est proposé un renouvellement de contrat, le militaire engagé dispose d'un délai d'un mois pour faire connaître, le cas échéant, son acceptation par écrit (annexe VII.). L'absence de réponse dans ce délai vaut renoncement et une décision de radiation des contrôles est alors établie.

2.2. Cas particuliers.

2.2.1. Séjour hors métropole et lien au service suite à formation spécialisée.

Les séjours hors métropole et les mises en formations spécialisées comportant des liens au service ne font pas l'objet d'un renouvellement anticipé systématique. Le renouvellement de contrat éventuel s'effectue dans le cadre du cadencement normal et couvre au minimum six mois au-delà du séjour prévu hors métropole.

En ce qui concerne les formations spécialisées avec lien au service, il est rappelé qu'il est de la responsabilité :

- des commandements, d'informer la DRH-AA et les groupements de soutien de la base de défense (GSBdD), de la désignation des militaires pour que l'information soit prise en compte et exploitée ;
- des GSBdD, de faire signer le formulaire de reconnaissance de lien au service prévu par l'arrêté annuel fixant la liste des formations spécialisées et la durée du lien au service qui leur est attachée.

Conformément à la réglementation, le militaire qui refuse de souscrire le contrat qui lui est proposé à l'échéance normale et destiné à lui permettre de satisfaire à cette durée du lien, est soumis à l'obligation de remboursement.

Si des circonstances particulières l'exigent, la DRH-AA peut initier un renouvellement anticipé couvrant le lien ou le séjour selon la procédure normale décrite plus haut. Dans un tel cas, il peut être décidé soit d'établir un avenant au contrat en cours, soit de procéder à un renouvellement d'engagement selon le cadencement standard.

2.2.2. *Renouvellement de contrat de droit.*

Le décret de quatrième référence prévoit qu'un militaire voit son contrat renouvelé jusqu'aux échéances mentionnées ci-dessous, dès lors qu'il se situe à moins de six mois de :

- sa limite de durée des services ;
- la date à laquelle il atteint les droits à liquidation immédiate de sa pension dans les conditions fixées au point II. de l'article L24. du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Ces dispositions sont normalement prises en compte en amont et incluses dans les durées accordées. Si toutefois il devait s'avérer nécessaire de procéder à un renouvellement relevant uniquement de ce cas, la DRH-AA mettrait en œuvre une procédure simplifiée de renouvellement : l'autorisation d'engagement couvrant la durée nécessaire est adressée directement au service d'administration du personnel (SAP) pour établissement du contrat. La phase de concertation préalable est donc supprimée.

2.2.3. *Décision de non renouvellement d'engagement.*

Si lors de l'étude initiale du dossier, il apparaît de façon définitive que le renouvellement de contrat n'est pas envisageable (sanction réhabilitaire, etc.), l'étape de dialogue est omise, dans un tel cas, la DRH-AA établit directement la décision de non renouvellement.

2.2.4. *Renouvellement du contrat du personnel en position de non activité.*

Le personnel placé en position de :

- congé de longue maladie (CLM), congé de longue durée pour maladie (CLDM) ;
- congé pour convenance personnelle ;
- congé parental,

voit le renouvellement de son contrat étudié à l'échéance normale, la durée accordée pouvant être limitée par rapport au cadencement normal.

Pour les militaires placés dans un des congés liés à l'état de santé, le contrat est prorogé de droit jusqu'au terme du congé. Le contrat éventuellement proposé et accepté dans le cadre du renouvellement prend donc effet à la reprise de service, la signature de l'acte d'engagement devant intervenir au plus tôt après la décision de reprise de service. La visite médicale de reprise de service permet l'établissement du certificat médico-administratif nécessaire.

Pour les militaires en congé pour convenance personnelle et congé parental, le processus est mené à terme par correspondance, y compris pour la signature de l'acte de renouvellement d'engagement. Si nécessaire, le certificat médico-administratif obligatoire est établi par le CMA à la demande du département « administration du personnel en positions spéciales » (DAPPS).

2.2.5. *Cas du détachement au titre de l'article L. 4138-8. du code de la défense.*

Le militaire souhaitant bénéficier d'un détachement dans le cadre de l'article L. 4138-8., doit être lié par un contrat couvrant la durée totale du détachement. Le renouvellement éventuellement nécessaire est étudié simultanément à la demande de mise en détachement. L'arrêté de mise en détachement vaut autorisation

d'engagement pour la période correspondante ; un avenant au contrat est établi au vu de cet arrêté.

2.3. Aptitude médicale.

Pour le renouvellement de son contrat, le militaire engagé doit être déclaré apte au service et apte à sa spécialité conformément aux normes définies par l'instruction de treizième référence. L'aptitude à prendre en compte au moment de la signature de l'acte d'engagement est celle établie par le certificat médico-administratif d'aptitude (imprimé n° 620-4*/1) en cours de validité. Il peut s'agir, selon les cas, de celui qui est issu de la visite médicale périodique (VMP) ou d'un certificat établi plus récemment, si un évènement à caractère médical l'a justifié. En aucun cas le certificat ne peut donc dater de plus de deux ans à la date de l'engagement.

En cas d'inaptitude à la spécialité constatée par un médecin des forces, et si le militaire a déposé une demande de maintien par dérogation aux normes médicales, la procédure de renouvellement de contrat est suspendue dans l'attente de la décision finale de la DRH-AA, dont les références doivent obligatoirement figurer sur le certificat. L'avis favorable du conseil régional de santé (CRS), qui suffit pour employer l'intéressé, n'est pas suffisant pour la signature de l'engagement.

Les seules exceptions à cette règle sont :

- d'une part le premier engagement qui suit immédiatement un congé lié à l'état de santé ayant entraîné une prorogation de contrat ;
- d'autre part les renouvellements courts (i.e. inférieurs ou égaux à deux ans) explicitement mentionnés comme destinés à l'accompagnement d'une reconversion.

Dans ces deux cas, seule l'aptitude générale au service est nécessaire pour la signature de l'engagement.

3. ACTE D'ENGAGEMENT.

3.1. Souscription de l'acte d'engagement.

3.1.1. Autorité habilitée et cérémonial.

La souscription d'un contrat d'engagement initial (cf. annexe II.) ou de renouvellement (cf. annexe VIII.) doit faire l'objet d'un cérémonial solennel individuel ou collectif présidé par le CFA délégataire de pouvoir du ministre pour recevoir les actes d'engagement ou, à défaut par un officier désigné par lui.

C'est un moment privilégié pour rappeler le sens de l'engagement dans les armées, les droits et devoirs généraux des militaires, ainsi que les valeurs fondatrices de l'identité de l'aviateur.

C'est également l'occasion de préciser que le contrat d'engagement signé relève des dispositions du code de la défense et du décret relatif aux militaires engagés (cf. décret de quatrième référence), et de s'assurer que les principales dispositions en sont assimilées. En particulier que le grade, la spécialité, le corps de rattachement et l'unité ou formation d'emploi sont susceptibles d'évoluer conformément aux dispositions réglementaires, sur demande agréée de l'intéressé ou sur décision de l'autorité compétente.

À défaut d'une lecture exhaustive des différents articles du code de la défense, il est souhaitable que soit donnée lecture :

- de l'article L. 4111-1. du code de la défense qui figure en exergue de l'acte d'engagement : « L'armée de la République est au service de la Nation. Sa mission est de préparer et d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation.

L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. Les devoirs qu'il comporte et les

sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation. » ;

- de la formule suivante : « Le contrat d'engagement au titre de l'armée de l'air que vous allez signer est un lien entre l'armée de l'air et un aviateur. Il relève du code de la défense et diffère ainsi d'un contrat de travail régi par le code du travail auquel il n'est donc pas soumis. Ce contrat d'engagement est un acte juridique par la signature duquel le militaire reconnaît se lier par obligation imposée par la loi de remplir ses devoirs au service de la défense et de la patrie, conformément aux valeurs de respect, intégrité, service et excellence qui fondent la cohésion et l'efficacité de l'armée de l'air. ».

3.1.2. Particularités de l'engagement initial.

L'engagement initial pour servir dans l'armée de l'air confère un grade, parfois associé à une ancienneté, ainsi qu'une spécialité ou un domaine d'emploi initial, une première affectation. Ces attributs sont ensuite susceptibles d'évoluer conformément aux règles en usage.

Pour l'engagement initial, une attention particulière doit être portée par le CFA ou son délégataire :

- à la vérification de l'identité du candidat et de son aptitude à servir conformément au point 1.1.4. de la présente instruction ;
- à la vérification des conditions requises aux points 1.1. et 1.1.5. ;
- à la pleine assimilation par le candidat des dispositions législatives et réglementaires applicables, en particulier celles relatives à la période probatoire.

3.1.3. Prise d'effet du contrat.

Le contrat prend effet à la date prévue dans l'acte d'engagement ou à défaut à la date de signature de celui-ci.

3.2. Prorogation du contrat d'engagement.

3.2.1. Principe.

La prorogation du contrat est l'acte par lequel un nouveau terme est assigné au contrat initial ce qui prolonge ainsi l'engagement contractuel au-delà de la date initialement fixée. La prorogation est en général la conséquence d'une situation administrative particulière à laquelle elle est associée automatiquement (prorogation de droit) ou non (prorogation sur demande).

Dans tous les cas, la prorogation est mentionnée sur la décision accordant la situation particulière à laquelle elle est associée, sous la forme « le contrat est prorogé jusqu'au terme du congé (ou détachement) objet de la présente décision. ». Au vu de la décision et une fois que celle-ci a été notifiée au militaire, les services administratifs procèdent à la mise à jour du SIRH. Aucun autre document n'est établi (ni renouvellement de contrat, ni avenant).

En aucun cas, la prorogation ne peut dépasser la limite de durée des services.

3.2.2. Situations administratives concernées.

Le principe décrit ci-dessus est mis en œuvre dans les cas suivants :

- situations administratives accordées par la DRH-AA :
 - congé de reconversion et congé complémentaire de reconversion ;
 - congé pour création ou reprise d'entreprise ;

- congé de solidarité familiale ;
- congé de longue maladie ou de longue durée pour maladie (1) ;
- congés du personnel navigant prévus aux articles L. 4139-6. et L. 4139-10. du code de la défense (1) ;
- détachement au titre des articles L. 4139-1., L. 4139-2. et L. 4139-3. ;
- congés attribués par le CFA :
 - congé de maternité ;
 - congé de paternité ;
 - congé d'adoption ;
 - congé de présence parentale.

3.2.3. Cas particulier du congé maladie ordinaire.

Le militaire dont le contrat arrive à échéance alors qu'il se trouve en congé de maladie ordinaire, bénéficie d'une prorogation de droit jusqu'au terme dudit congé. Toutefois, ce congé ne fait pas l'objet d'une décision administrative formalisée permettant de mentionner la prorogation. Dans ce cas, la prorogation du contrat sera effectuée par mise à jour du système d'information des ressources humaines (SIRH).

Aucun autre document n'est établi (ni renouvellement de contrat, ni avenant).

3.2.4. Situations administratives non concernées.

Les congés parentaux ou pour convenances personnelles ne donnent pas lieu à prorogation du contrat. Si la demande formulée dépasse l'échéance du contrat, le congé accordé sera limité à cette date et le renouvellement de contrat sera traité conformément aux dispositions du point 2.1. de la présente instruction.

3.3. La rectification.

La rectification est l'opération qui consiste à redresser une erreur matérielle contenue dans le libellé d'un acte d'engagement et susceptible de donner lieu à contestation ultérieure. Elle est effectuée par le CFA ou son délégataire au vu du document justificatif (cf. annexe IX.).

3.4. L'avenant à l'acte d'engagement.

L'avenant est l'acte par lequel les parties au contrat (le militaire engagé et l'armée de l'air) conviennent de modifier ou de compléter une ou plusieurs de ses clauses. Cette modification ne peut néanmoins avoir ni pour objet, ni pour effet, de substituer au contrat concerné un autre contrat, soit parce que les principales dispositions du contrat en seraient bouleversées, soit parce que son objet ne serait plus le même.

Les modifications de grade, de spécialité et de corps de rattachement associé qui font l'objet de décisions notifiées de façon individuelle ou collective par publication, ne justifient pas la signature d'un avenant. En conséquence les seules circonstances où la rédaction d'un avenant est envisagée sont celles du changement de durée du contrat en cas de formation spécialisée mentionnée au point 2.2.1. ou en cas de détachement comme décrit au point 2.2.5.

Lorsqu'il est nécessaire d'établir un avenant (cf. annexe X.), il doit être rédigé, signé, enregistré, diffusé et homologué dans les mêmes conditions que celles exigées pour le contrat d'engagement.

4. LA DÉNONCIATION DU CONTRAT.

Au cours de la période probatoire (initiale, renouvelée et/ou prolongée), quelle qu'en soit la durée, le contrat peut être dénoncé unilatéralement par chacune des parties.

4.1. Dénonciation du fait de l'autorité militaire.

Le CFA doit sans délai dénoncer le contrat d'engagement lorsqu'il est constaté que l'engagé :

- ne remplit pas ou plus l'une ou l'autre des conditions précisées au point 1. ;
- a commis des fautes initialement dissimulées lors de la procédure de recrutement ;
- ne satisfait pas aux conditions d'âge prévues au point 1.1.5. (sauf dérogation accordée) ;
- ne satisfait pas aux exigences du contrôle de sécurité en cohérence avec l'emploi prévu ;
- manifeste un comportement incompatible avec la vie militaire (par exemple : constatation de manquements divers tels les fautes contre la discipline, l'honneur, la probité, etc., ou désertion au sens des articles L. 321-2. et suivants du code de la justice militaire) ;
- révèle une inaptitude médicale pour servir dans l'emploi ou le domaine de spécialisation pour lequel il a été recruté que la cause soit préexistante à l'engagement ou survenue après la signature du contrat ;
- fait preuve d'insuffisances patentes en particulier dans le domaine des capacités physiques, intellectuelles, et de la motivation le rendant inapte à remplir ses fonctions ;
- a échoué au cycle de formation initiale, lorsqu'il a déjà fait l'objet d'un renouvellement ou d'une prolongation de sa période probatoire.

En tout état de cause, le contrat d'engagement doit être dénoncé si l'engagé ne présente plus les qualités requises pour l'exercice de sa fonction.

Lorsque le contrat est dénoncé par le CFA (cf. annexe XI.), il l'est par décision motivée conformément à l'article 8. du décret de quatrième référence. La décision doit donc comporter l'indication précise des raisons de droit et/ou de fait pour lesquelles elle a été prise.

Les mentions laconiques telles que « inaptitude à l'emploi ou aux fonctions », « inaptitude physique », « insuffisance ou inaptitude professionnelle », « manière de servir jugée non satisfaisante » sont à proscrire car elles ne constituent pas une motivation suffisante. Les dénonciations en cours de période probatoire doivent donc être motivées par des faits objectifs, probants, vérifiables et communicables à l'intéressé, ne laissant place à aucune interprétation possible. De plus, les garanties procédurales doivent être accordées au militaire qui doit avoir communication de son dossier militaire et professionnel.

Le placement d'un militaire engagé dans l'un des congés de la position d'activité n'empêche pas l'autorité militaire de se prononcer sur sa situation durant la période probatoire ; il reste possible d'établir et de notifier à l'intéressé la décision dénonçant le contrat.

Dans tous les cas, la décision de dénonciation est prise par le CFA et doit impérativement être notifiée à l'intéressé dans les formes réglementaires avant l'expiration de la période probatoire initiale, renouvelée ou prolongée. Les formes dans lesquelles les notifications peuvent intervenir (notification à personne, à domicile, etc.) sont prescrites par l'instruction générale de onzième référence.

4.2. Dénonciation par l'intéressé.

L'engagé qui souhaite dénoncer son contrat au cours de la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée) adresse au CFA par la voie hiérarchique un courrier (cf. annexe XII.), dans lequel il doit obligatoirement proposer une date de prise d'effet.

La décision de radiation des contrôles est établie par le CFA et immédiatement notifiée dans les formes réglementaires à l'intéressé.

5. LA RÉSILIATION DE CONTRAT.

Une fois la période probatoire expirée, seule la résiliation de contrat peut mettre fin à un engagement devenu définitif.

5.1. Résiliation d'office du contrat.

Elle intervient dans les cas prévus à l'article L. 4139-14. du code de la défense et à l'article 20. du décret de quatrième référence :

- en cas d'admission à l'état de militaire de carrière ;
- dès l'atteinte de la limite d'âge ou de la limite de durée des services pour l'admission obligatoire à la retraite, dans les conditions prévues aux articles L. 4139-16. et L. 4141-5. du code de la défense ;
- à la perte du grade, dans les conditions prévues par le code de justice militaire ou à la suite de la perte de la nationalité française ;
- par mesure disciplinaire dans le cas où elle entraîne la résiliation du contrat ;
- pour réforme définitive, après avis d'une commission de réforme dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont fixées par décret en conseil d'État ;
- pour résultats insuffisants en cours de scolarité, pour les élèves des écoles militaires ;
- au terme du congé de reconversion ou du congé complémentaire de reconversion ;
- au terme du congé du personnel navigant, dans les conditions prévues aux articles L. 4139-6. et L. 4139-10. du code de la défense ;
- lors de la titularisation dans une fonction publique, ou dès la réussite à un concours de l'une des fonctions publiques pour les militaires ne bénéficiant pas du détachement prévu au premier alinéa de l'article L. 4139-1. du code de la défense ;
- en cas de souscription d'un nouveau contrat se substituant expressément à un contrat en cours. Dans ce cas, et conformément aux termes de l'arrêté de neuvième référence, la résiliation d'office du contrat d'engagement est prononcée par l'autorité délégataire du pouvoir du ministre.

5.2. Résiliation sur demande.

5.2.1. Autorités délégataires du ministre en matière de résiliation.

Dans le cadre des résiliations sur demande les autorités délégataires du ministre sont :

- la DRH-AA/SDGR pour les militaires n'ayant pas acquis des droits à liquidation immédiate de leur pension et pour ceux ayant acquis des droits à liquidation immédiate de leur pension mais liés au service ;

- le CFA dans tous les autres cas.

5.2.2. Résiliation sur demande agréée du ministre de la défense.

Sur demande extraite du SIRH ou sur demande écrite de l'intéressé (cf. annexe XIII.), agréée par l'autorité délégataire du pouvoir du ministre, l'engagé peut demander la résiliation de son contrat en cours, notamment pour une des raisons suivantes :

- motif grave d'ordre personnel ou familial dûment reconnu et survenu depuis la signature de l'engagement ;
- en cas de mise en congé de la non-activité lié à l'état de santé (congé de longue maladie ou congé de longue durée pour maladie), à condition que l'intéressé ait renoncé au reliquat de ses droits à congé ;
- inaptitude physique à l'emploi reconnue par le service de santé des armées. La demande doit être déposée dans les deux mois qui suivent la notification de la décision d'inaptitude ;
- lorsque, trois ans après la signature de son engagement en vue de recevoir une formation conduisant à un brevet du personnel navigant ou à un certificat élémentaire de spécialisation, l'engagé n'a pas obtenu ce degré de qualification, la demande doit être déposée dans les deux mois qui suivent la fin de la troisième année de service ;
- en cas d'offre d'embauche immédiate dans les six derniers mois du contrat.

L'intéressé doit obligatoirement proposer une date de prise d'effet, laquelle :

- ne doit pas se situer, à moins de deux mois de la date de dépôt de la demande. Cette durée peut être réduite d'un commun accord ;
- doit, en principe, tenir compte des droits à permission non épuisés de telle façon que l'intéressé ait bénéficié, au préalable, de la totalité desdits droits ;
- doit tenir compte, le cas échéant, du préavis de six mois nécessaire à la liquidation des droits à pension de retraite.

5.2.3. Cas particulier des engagés mineurs.

L'engagé mineur peut à sa majorité obtenir la résiliation de son contrat à condition d'en faire la demande dans un délai de trente jours suivant la date de sa majorité conformément à l'instruction de dixième référence. Cette information, mentionnée dans le contrat, doit lui être rappelée au moment de sa majorité. Elle relève de la responsabilité du commandement.

5.3. Résiliation à titre de sanction disciplinaire du troisième groupe.

Cette résiliation intervient après avis conforme d'un conseil d'enquête conformément aux dispositions du 3° de l'article L. 4137-3. et de l'article L. 4137-4. du code de la défense. La décision de la sanction disciplinaire du troisième groupe portant résiliation du contrat est prise par le chef d'état-major de l'armée de l'air par délégation du ministre de la défense.

5.4. Procédure de résiliation.

Le dossier de résiliation de contrat d'engagement comprend, hormis les cas de résiliation d'office pour lesquels il n'est pas constitué de dossier :

- la demande extraite du SIRH ou la demande écrite du militaire (cf. annexe XIII.) ;

- toutes pièces justificatives à l'appui de la demande de résiliation (promesse d'embauche, réussite à un concours, etc.) ;
- le cas échéant, le dossier relatif au règlement définitif de la situation médico-administrative ;
- le cas échéant, attestation ou formulaire de reconnaissance de lien au service ;
- le cas échéant, une copie de l'état estimatif des sommes à rembourser.

Le dossier de résiliation est transmis par la voie hiérarchique à l'autorité mentionnée au point 5.2.1. de la présente instruction.

Dans le cas particulier de résiliation sur demande agréée, le demandeur doit indiquer la date désirée (en respectant un délai de deux mois) de radiation des contrôles et compléter sa demande par l'une des mentions suivantes selon le cas de résiliation :

a) « Je reconnais que cette résiliation de contrat va donner lieu :

- à une régularisation de mes droits à prime d'engagement ;
- au remboursement de mon lien au service ;
- au remboursement de la prime réversible des compétences à fidéliser. »,

et « je m'engage à reverser l'intégralité de la somme correspondant aux services prévus par le contrat en cours mais non effectués. ».

b) « Je suis informé qu'en cas de résiliation agréée, l'administration n'est pas tenue de donner une suite favorable à ma demande éventuelle de nouvel engagement formulée ultérieurement (après interruption de service). ».

c) « Je suis informé que le motif de mon départ tel que je l'ai décrit dans la présente demande est considéré comme un départ volontaire au regard de l'assurance chômage. ».

Outre l'avis sur la recevabilité de la demande, un état estimatif des sommes à rembourser doit être systématiquement édité et porté à la connaissance du demandeur. Cet état, lorsqu'il est établi par l'échelon local, n'a qu'une valeur informative et n'est pas susceptible de recours. Seul le décompte établi par la DRH-AA à compter de la radiation du demandeur permet d'arrêter définitivement la somme à rembourser. En cas de doute sur le montant dû, l'échelon local prend contact avec le bureau « pilotage précontentieux finances » de la DRH-AA.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de résiliation pour motif grave d'ordre personnel ou familial, les avis hiérarchiques doivent porter sur la manière de servir de l'intéressé, sa motivation pour l'exercice de la fonction militaire, sa valeur professionnelle, les besoins du service et les raisons qui l'amènent à demander la rupture de son contrat. Si nécessaire, le dossier peut être complété par un rapport d'enquête sociale.

Après étude du dossier, l'arrêté portant résiliation ou la décision de non-agrément de résiliation, est prononcé par l'autorité mentionnée au point 5.2.1. de la présente instruction.

La décision doit être notifiée à l'intéressé dans les formes réglementaires et, pour les mineurs adressée par l'autorité chargée de la notification aux représentants légaux qui ont donné leur consentement à l'engagement.

6. ABROGATION.

L'instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DADM du 3 novembre 2011 relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de corps aérien,
directeur des ressources humaines de l'armée de l'air,*

Claude TAFANI.

(1) Le contrat est prorogé de droit jusqu'au terme du congé.

ANNEXE I.
DEMANDE D'ENGAGEMENT INITIAL.

SERVICE ORIGINE

Instruction n°1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA
du 15 mars 2016

Format A4

Photo 4x4

DEMANDE D'ENGAGEMENT INITIAL

NOM ⁽¹⁾, prénoms ⁽²⁾ :

Nom d'usage ⁽³⁾ :

Numéro national d'identité :

Numéro d'identification défense :

Bureau du service national :

Date et lieu de naissance :

Domicile actuel :

Gare la plus proche du domicile :

Coordonnées téléphoniques :

Domiciles successifs pendant les cinq dernières années :

Situation de famille :

Nom et prénom(s) du conjoint ou du partenaire lié par un PACS :

Profession :

Je soussigné,
l'air d'une durée de
de ⁽⁴⁾
dans la spécialité :

demande à souscrire un engagement dans l'armée de
, en vue d'être admis à servir comme militaire engagé en qualité

(1) En majuscules.

(2) Souligner le prénom usuel.

(3) Facultatif et seulement s'il est différent du nom patronymique.

(4) Militaire du rang, élève technicien, élève sous officier, élève officier, officier commissionné

Je déclare ⁽⁵⁾ :

- posséder la nationalité française ;
- posséder une autre nationalité, si oui, laquelle ? ⁽⁶⁾ ;
- avoir ou ne pas avoir souscrit un engagement au titre d'une autre armée ;
- avoir été recensé(e) à la mairie de , ne pas avoir été recensé(e) ;
- avoir été soumis(e) à des épreuves de sélection au centre de :
- avoir ou ne pas avoir participé à la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) ou à la journée défense et citoyenneté (JDC) ;
- ne pas avoir été réformé(e) ;
- avoir ou ne pas avoir été condamné(e) à une ou plusieurs peines dont la durée totale est égale ou supérieure à un an d'emprisonnement sans sursis ;
- être ou ne pas être ancien(ne) élève de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air ;
- être ou ne pas être lié(e) par un contrat à un employeur ou à une administration.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations ci-dessus.

A , date

(Signature),

Liste des pièces à fournir par le candidat ⁽⁷⁾

Photocopie de la carte nationale d'identité (recto/verso) en cours de validité ou à défaut le livret de famille régulièrement tenu à jour ⁽⁸⁾ ;

Consentement à un engagement des représentants légaux (mineurs non émancipés) ;

Copie de l'acte d'émancipation (mineurs émancipés) ;

Autorisation de l'administration publique qui emploie le candidat ;

Attestation de l'employeur précisant qu'il s'engage à rompre l'engagement en cas d'acceptation de la candidature ;

Bulletin numéro 2 du casier judiciaire ;

Copie de(s) diplôme(s) exigé(s) au titre d'une spécialité ou d'une spécialisation ;

Copie de la carte vitale ;

Attestation de scolarité ;

Attestation de natation 50 mètres ;

CEMPN pour le candidat PN, et pour la sous-spécialité « 321X contrôle aérien » (modèle 268 Santé Air) ;

Certificat médico-administratif d'aptitude modèle 620-4*/1bis pour le candidat PNN ;

Certificat individuel de participation à l'appel de préparation à la défense ou à la journée défense et citoyenneté ;

Copie du permis pour certaines spécialisations.

(5) Rayer les mentions inutiles.

(6) Le candidat précisera s'il a ou non accompli des services militaires dans le pays concerné.

(7) A remplir et à compléter éventuellement par l'autorité qui renseigne le candidat. Cette liste n'est pas exhaustive.

(8) Pour le candidat né à l'étranger, le livret de famille devra être revêtu de l'une des mentions prévues à l'article 28. du code civil pour le ou les titulaires du livret de famille et, le cas échéant, pour leurs enfants mineurs.

APPENDICE I.A.
CONSENTEMENT(S) À UN ENGAGEMENT.

**CONSENTEMENT(S) ⁽¹⁾ À UN ENGAGEMENT
(Mineur non émancipé.)**

Nous soussignés ⁽²⁾, je soussigné ⁽²⁾

Nom patronymique et prénoms :

Demeurant à : « *adresse complète* »

Déclarons - déclare en notre ⁽²⁾ / ma ⁽²⁾ qualité de ⁽³⁾ :

Donner notre ⁽²⁾ / mon ⁽²⁾ consentement à l'engagement dans l'armée de l'air.

de : « *nom patronymique et prénoms du candidat* »

né(e) le :

à :

Nous prenons ⁽²⁾ / je prends ⁽²⁾ connaissance que son engagement pourra être :

- rectifié sur décision de l'autorité militaire à tout moment s'il s'avère que l'acte d'engagement est entaché d'irrégularité ;
- dénoncé avant la fin d'une période probatoire de six mois renouvelable, comptée du jour de la signature de l'acte d'engagement, si l'intéressé ne satisfait pas aux conditions d'aptitude prévues à l'article L. 4132-1. du code de la défense ;
- dénoncé sur sa demande pendant cette même période probatoire ;
- résilié pour un des motifs cités à l'article L. 4139-14. ;
- résilié sur sa demande déposée dans les 30 jours suivant son 18^{ème} anniversaire.

Dans une telle éventualité, nous demandons ⁽²⁾ / je demande ⁽²⁾ à être averti(s) par écrit de la dénonciation ou de la résiliation et désirons (désire) que l'intéressé s'il n'a pas atteint l'âge de 18 ans ⁽²⁾ :

- rejoigne la destination suivante :

Fait à , le 20 .

Signature(s) ⁽⁴⁾,

(1) Ce document doit être impérativement détenu par la base d'affectation de l'engagé.

(2) Rayer partout dans le texte les mentions inutiles.

(3) A compléter suivant le cas par l'une des mentions suivantes : père, mère, tuteur, adoptant, etc.

(4) La signature doit être précédée de la qualité du signataire.

ANNEXE II.
ACTE D'ENGAGEMENT INITIAL POUR SERVIR DANS L'ARMÉE DE L'AIR EN QUALITÉ DE
MILITAIRE ENGAGÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



Inscrit sur le registre des actes d'engagements
sous le n°

ACTE D'ENGAGEMENT INITIAL

« L'armée de la République est au service de la Nation. Sa mission est de préparer et d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation. L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. Les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation. » Code de la défense, art. L. 4111-1.

Le _____, s'est présenté devant nous :

Nom :	Prénoms :	Sexe :
Nom d'usage :	Né(e) le :	à :
Situation de famille :	NID :	

Qui nous a déclaré vouloir s'engager dans l'armée de l'air comme ⁽¹⁾ :

Spécialité ⁽²⁾ :	Grade :
Corps de rattachement ⁽³⁾ :	Unité ou formation initiale :

- pour une durée de _____ :
- à compter du _____ :

A cet effet, il nous a présenté :

- l'autorisation d'engagement n° _____ :
- le certificat médical d'aptitude délivré le _____ par ⁽⁴⁾ _____ :

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, nous l'avons informé que le présent contrat d'engagement :

- relève des dispositions du code de la défense et des décrets ⁽⁵⁾ relatifs aux militaires servant sous contrat,
- est assorti d'une période probatoire initiale de six mois, prolongée jusqu'au ⁽⁶⁾ _____ au titre de la formation dans la spécialité ⁽⁷⁾.

Après quoi, nous avons reçu l'engagement du candidat lequel a promis de servir en tout temps et en tout lieu, fidèle aux valeurs de respect, intégrité, service et excellence qui fondent la cohésion et l'efficacité de l'armée de l'air, et après avoir eu lecture du présent acte, a signé avec nous.

Fait en 2 originaux ⁽⁸⁾

A _____,

L'engagé(e)

Le _____ commandant de formation administrative
ou son délégué

DECLARATION DE PRISE DE CONNAISSANCE
relative à un contrat d'engagement initial

Je soussigné(e) (prénom) (nom)

Candidat à un engagement initial au titre de l'armée de l'air,

Déclare avoir pris connaissance :

- des principales dispositions du code de la défense, notamment des articles L. 4111-1., L. 4121-1. à L. 4121-5., L. 4122-1., L. 4132-1., L. 4132-5., L. 4132-6., L. 4132-8. à L. 4132-10., L. 4139-13. et L. 4139-14. ;
- du décret à caractère statutaire correspondant à mon engagement⁵.

Reconnais avoir été informé :

Que le grade, la spécialité, le corps de rattachement et l'unité ou formation d'emploi sont susceptibles d'évoluer conformément aux dispositions réglementaires, sur demande agréée de l'intéressé ou sur décision de l'autorité compétente ;

Que le contrat d'engagement initial comporte une période probatoire de six mois qui peut être prolongée jusqu'au terme de la formation ; dans ce dernier cas, l'attribution du certificat d'aptitude à l'emploi de technicien (CAET) met fin à la prolongation ;

Que la période probatoire peut être renouvelée une fois pour raison de santé ou insuffisance de formation ;

Que la période probatoire totale ne peut en aucun cas dépasser une durée totale de dix-huit mois ;

Que pendant la période probatoire le contrat peut être dénoncé :

- par l'engagé, sur simple demande et sans obligation de motivation,
- par l'autorité militaire sur décision motivée, en cas d'incapacité à l'emploi ou à la vie militaire ou d'incapacité à atteindre le niveau professionnel nécessaire à l'exercice la spécialité,
- par l'autorité militaire lorsqu'il s'avère qu'une des conditions requises pour la souscription de l'engagement n'est pas remplie ;

Qu'au terme de la période probatoire, le contrat devient définitif de façon tacite ;

Que les engagés mineurs peuvent obtenir, à leur majorité, la résiliation de leur contrat à condition d'en formuler la demande dans un délai de trente jours suivant la date de leur majorité ;

Que le contrat d'engagement peut être résilié :

- d'office dans les cas prévus à l'article L. 4139-14. du code de la défense ;
- sur demande écrite de l'intéressé, agréée par le ministre de la défense ;

Que la résiliation du contrat ne peut être acceptée que pour des motifs exceptionnels, lorsque, ayant reçu une formation spécialisée ou perçu une prime liée au recrutement ou à la fidélisation, le militaire n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité.

Qu'en cas d'agrément de la résiliation du contrat :

- la prime d'engagement éventuellement perçue ne restera acquise qu'au prorata du temps écoulé entre la date de prise d'effet du contrat et celle de la résiliation ;
- le remboursement des rémunérations perçues pendant une formation spécialisée associée à un lien en service sera exigé si la résiliation intervient avant le terme du lien ;

Que le militaire dont la résiliation de contrat a été acceptée est soumis à l'obligation de disponibilité au titre de la réserve militaire.

A

le

Signature du candidat à l'engagement

(1) Militaire du rang, élève technicien, élève sous-officier, sous-officier, élève officier, officier sous contrat, commissionné.

(2) Ou emploi pour les commissionnés.

(3) Officier et sous-officiers uniquement (pour ESO et EO, rattachement sous-off. du PN ou du PNN par anticipation).

(4) Nom du médecin.

(5) Décret 2008-939 pour les OSC, décret 2008-959 pour les commissionnés, décret 2008-961 pour les autres cas.

(6) Date de fin de la formation programmée.

(7) Rayer lorsque la période probatoire n'est pas prolongée.

(8) Pour le commandant de formation et l'intéressé ; copies pour BARAA 24.501 DIJON et dossier de l'intéressé.

ANNEXE III.
DÉCISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



FORMATION ADMINISTRATIVE

Unité

Bureau

Lieu,

Timbre

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE,

VU le code de la défense ;

VU le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008, modifié relatif aux militaires engagés ;

VU l'arrêté du 24 février 2015 portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions individuelles concernant les militaires engagés ;

VU l'instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du 15 mars 2016 relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air ;

CONSIDÉRANT, les difficultés individuelles de formation (à préciser) ou les raisons de santé (absences à détailler)

DÉCIDE

Article 1 : la période probatoire applicable au contrat n° « xxxxx » souscrit le « date en toutes lettres » devant le « grade et nom de l'autorité » par le « grade (en toutes lettres) » (« spécialisation ») « Prénom » « **Nom** », né(e) le « date en entier », NID : « NID », affecté(e) « affectation complète », est renouvelée pour six mois à compter du « date en entier » (ou jusqu'au « date en entier » lorsque le renouvellement pour six mois conduirait à dépasser le total de 18 mois).

Article 2 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de la date de notification conformément aux articles R. 4125-1. à 17. du code de la défense. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Cette décision sera notifiée à ce militaire. Une copie de la décision (datée et signée) ou le cas échéant le compte rendu en tenant lieu sera archivé(e) dans ses pièces individuelles.

Pris connaissance le :
Signature

Le commandant de formation administrative
ou son délégataire

DESTINATAIRES :

- COMMANDANT DE FORMATION ADMINISTRATIVE
QUI A REÇU L'ACTE D'ENGAGEMENT OU SON DÉLÉGATAIRE
- INTÉRESSÉ
- BARAA 24.501 DIJON

Adresse postale

Tél : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX – Fax : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX

- e-mail : prénom.nom@intradef.gouv.fr

ANNEXE IV.
DÉCISION PORTANT PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



FORMATION ADMINISTRATIVE

Unité

Bureau

Lieu,

Timbre

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE,

VU le code de la défense ;

VU le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008, modifié relatif aux militaires engagés ;

VU l'arrêté du 24 février 2015 portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions individuelles concernant les militaires engagés ;

VU l'instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du 15 mars 2016 relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air ;

CONSIDÉRANT que le stage de formation initialement prévu jusqu'au xxxx a été décalé de xx semaines ;

DÉCIDE

Article 1 : la période probatoire applicable au contrat n° « xxxxx » souscrit le « date en toutes lettres » devant le « grade et nom de l'autorité » par le « grade (en toutes lettres) » (« spécialisation ») « Prénom » « **Nom** », né(e) le « date en entier », NID : « NID », affecté(e) « affectation complète », initialement prévue jusqu'au xxxxx est prolongée jusqu'au « date en entier ».

Article 2 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de la date de notification conformément aux articles R. 4125-1. à 17. du code de la défense. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Cette décision sera notifiée à ce militaire. Une copie de la décision (datée et signée) ou le cas échéant le compte rendu en tenant lieu sera archivé(e) dans ses pièces individuelles.

Pris connaissance le :
Signature

Le commandant de formation administrative
ou son délégataire

DESTINATAIRES :

- COMMANDANT DE FORMATION ADMINISTRATIVE
QUI A REÇU L'ACTE D'ENGAGEMENT OU SON DÉLÉGATAIRE
- INTÉRESSÉ
- BARAA 24.501 DIJON

Adresse postale

Tél : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX – Fax : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX

- e-mail : prénom.nom@intradef.gouv.fr

ANNEXE V.
PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DE CONTRAT.

PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DE CONTRAT

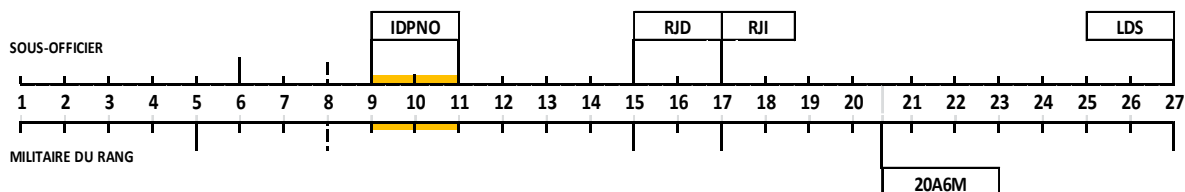


IDENTIFICATION DE L'ADMINISTRÉ		
Grade :	Nom :	Prénom :
Date de naissance :	Matricule SAP :	Spécialité :
NID :	Affectation :	
Date entrée en service :	Durée interruption de service : <i>(uniquement hors des positions militaires)</i>	
Durée totale des services : _____ au _____ (date de fin de contrat en cours) <i>(activité, non activité, détachement)</i>		

PROPOSITION DRH-AA

Durée de contrat proposée :

Temps de service en qualité d'engagé :



Si la manière de servir n'est pas satisfaisante, 8 ans

Éléments complémentaires ayant conduit à la proposition ci-dessus :

1 - Souhaits exprimés par l'intéressé au regard de la proposition de la DRH-AA.

☐ La proposition me convient

☐ La proposition ne me convient pas

↳ *Éléments que l'intéressé souhaite éventuellement porter à la connaissance de la DRH-AA notamment dans le cas où la proposition ne lui convient pas.*

Date

Signature de l'intéressé

2 - Commentaires du commandant d'unité de l'intéressé sur la proposition de la DRH-AA et au regard de la manière de servir.

☐ La proposition est cohérente avec la qualité des services rendus.

☐ Je souhaite que lui soit proposé une durée de contrat moindre.

☐ Je souhaite que lui soit proposé un non renouvellement.

☐ Je souhaite que lui soit proposé un renouvellement d'une durée de deux ans, au titre de la mise à l'épreuve.

↳ *Éléments que le commandant d'unité souhaite porter à la connaissance de la DRH-AA (obligatoire dans le cas où la proposition ne convient pas).*

Date

Visa du commandant d'unité

3 - Commentaires du commandant de formation de l'intéressé au regard de la proposition de la DRH-AA et au regard de la manière de servir.

- ☐ La proposition est cohérente avec la qualité des services rendus.
- ☐ Je souhaite que lui soit proposé une durée de contrat moindre.
- ☐ Je souhaite que lui soit proposé un non renouvellement.
- ☐ Je souhaite que lui soit proposé un renouvellement d'une durée de deux ans, au titre de la mise à l'épreuve.
- ↳ *Éléments que le commandant de formation souhaite porter à la connaissance de la DRH-AA (obligatoire dans le cas où la proposition ne convient pas).*

Date

Visa du commandant de formation

4 – Avis de la Commission Consultative Air dans le cas où elle est sollicitée.

Date

Visa du commandant de base aérienne
de rattachement

ANNEXE VI.
COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE AIR.

Président :

- commandant de la base aérienne de rattachement du militaire.

Membres votants désignés par le président :

- deux officiers ;
- deux sous-officiers d'un grade au moins égal à celui du militaire concerné.

Membre consultatif dont la présence est obligatoire :

- le président de la catégorie du militaire concerné pour la base aérienne de rattachement ou son représentant (le cas échéant, il peut faire partie des membres votants ci-dessus).

Membres consultatifs dont la présence ne revêt pas un caractère obligatoire :

- le président de catégorie de la formation du militaire concerné ou son représentant (si formation différente de la base aérienne de rattachement) ;
- un représentant de l'agence de reconversion de la défense ;
- le commandant d'unité et/ou le commandant de formation dont relève le militaire ;
- tout membre dont la présence est jugée utile par le président.

Lors de la tenue de la commission consultative air, la présence de l'administré est obligatoire. Néanmoins ce dernier pourra se faire représenter par un militaire le cas échéant.

ANNEXE VII.
ATTESTATION PORTANT PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



A....., le

N° _____/

ATTESTATION

Je soussigné(e), « grade (en toutes lettres) » (« spécialisation ») « Prénom » « **Nom** », « NID », affecté(e) à « affectation complète »,

atteste prendre connaissance de la décision n° _____ /DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du « date en entier » qui vaut proposition de renouvellement d'engagement d'une durée de « durée en lettres » à compter du « date en entier » ⁽¹⁾ au titre du personnel non officier.

Je reconnais par la présente disposer d'un délai d'un mois pour faire connaître mon intention.
En l'absence de réponse de ma part dans le délai imparti ou de refus express de la proposition d'engagement, je serai rayé(e) des contrôles de l'armée de l'air le « date en entier ».

date et signature intéressé

Je déclare :

☐ accepter

☐ refuser

la proposition de contracter un engagement d'une durée de « durée en chiffres » ans à compter du « date en entier » ⁽¹⁾.

date et signature intéressé

DESTINATAIRE :

DRH-AA/SDGR/BGA TOURS

COPIE :

- Intéressé

(1) date de fin de contrat en cours

ANNEXE VIII.
RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT POUR SERVIR DANS L'ARMÉE DE L'AIR EN
QUALITÉ DE MILITAIRE ENGAGÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



Inscrit sur le registre des actes d'engagements
sous le n°

RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT

« L'armée de la République est au service de la Nation. Sa mission est de préparer et d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation. L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. Les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation. » Code de la défense, art. L. 4111-1.

Le _____, s'est présenté devant nous :

Nom :	Prénoms :	Sexe :
Nom d'usage :	Né(e) le :	à :
NID :	SAP :	
Unité :	Spécialité :	Grade :
Corps de rattachement ⁽¹⁾ :		

Qui nous a déclaré vouloir renouveler son engagement dans l'armée de l'air comme ⁽²⁾ :

- pour une durée de _____ :
- à compter du _____ :

A cet effet, il nous a présenté :

- l'autorisation de renouvellement n° :
- le certificat médical d'aptitude délivré le : _____ par ⁽³⁾ :

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, nous l'avons informé que le présent contrat d'engagement relève des dispositions du code de la défense et des décrets ⁽⁴⁾ relatifs aux militaires servant sous contrat ;

Après quoi, nous avons reçu l'engagement du candidat lequel a promis de servir en tout temps et en tout lieu, fidèle aux valeurs de respect, intégrité, service et excellence qui fondent la cohésion et l'efficacité de l'armée de l'air, et après avoir eu lecture du présent acte, a signé avec nous.

Fait en 2 originaux ⁽⁵⁾

A _____,

L'engagé(e)

Le commandant de formation administrative
ou son délégué

DECLARATION DE PRISE DE CONNAISSANCE
relative à un renouvellement d'engagement

Je soussigné(e) (prénom) (nom)

Candidat à un renouvellement d'engagement au titre de l'armée de l'air,

Déclare avoir pris connaissance :

- des principales dispositions du code de la défense et notamment des articles L. 4111-1., L. 4121-1. à L. 4121-5., L. 4122-1., L. 4132-1., L. 4132-5., L. 4132-6., L. 4132-8. à L. 4132-10., L. 4139-13. et L. 4139-14. ;
- du décret à caractère statutaire correspondant à mon engagement ⁽⁴⁾.

Reconnais avoir été informé :

Que le contrat d'engagement peut être résilié :

- d'office dans les cas prévus à l'article L. 4139-14. du code de la défense ;
- sur demande écrite de l'intéressé, agréée par le ministre de la défense ;

Que la résiliation du contrat ne peut être acceptée que pour des motifs exceptionnels, lorsque, ayant reçu une formation spécialisée ou perçu une prime liée au recrutement ou à la fidélisation, le militaire n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité.

Qu'en cas d'agrément de la résiliation du contrat :

- la prime d'engagement éventuellement perçue ne restera acquise qu'au prorata du temps écoulé entre la date de prise d'effet du contrat et celle de la résiliation ;
- le remboursement des rémunérations perçues pendant une formation spécialisée associée à un lien en service sera exigé si la résiliation intervient avant le terme du lien ;

Que le militaire dont la résiliation de contrat a été acceptée est soumis à l'obligation de disponibilité au titre de la réserve militaire.

A

le

Signature du candidat à l'engagement

(1) Officier et sous-officiers uniquement.

(2) Militaire du rang, sous-officier, officier sous contrat, commissionné.

(3) Nom du médecin.

(4) Décret 2008-939 pour les OSC, décret 2008-959 pour les commissionnés, décret 2008-961 pour les autres cas.

(5) Pour le commandant de formation et l'intéressé; copies pour BARAA 24.501 DIJON et dossier de l'intéressé.

ANNEXE IX.
RECTIFICATION À L'ACTE D'ENGAGEMENT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



Instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/BGA/DGA
du 15 mars 2016

Format A 4

N° au registre de publicité des actes
administratifs

À, le...

RECTIFICATION À L'ACTE D'ENGAGEMENT.

Vu le code de la défense ;

Vu (*document justifiant la rectification à apporter au contrat*).....

Le contrat n°.... signé le « date en toutes lettres »

devant le « grade et **Nom** du commandant de formation administrative ou son délégataire »

Par le « grade (en toutes lettres) »

Nom et Prénoms : « **Nom** » « Prénoms »

Date de naissance :

Numéro identifiant défense :

Est modifié comme suit :

Au lieu de :

Lire :

À , le

Pris connaissance le :
Signature

Le commandant de formation administrative,
ou son délégataire

DESTINATAIRES :

- DRH-AA/CERHAA TOURS
- DRH-AA/SDGR/BGA TOURS
- PIÈCES DE L'INTÉRESSÉ

ANNEXE X.
AVENANT À L'ACTE D'ENGAGEMENT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



Instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/BGA/DGA
du 15 mars 2016

Format A 4

N° au registre de publicité des actes
administratifs

À, le...

AVENANT À L'ACTE D'ENGAGEMENT.

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2. et L. 4138-11. ;

Vu (document justifiant la modification à apporter au contrat).

Le contrat n°.... signé le « date en toutes lettres »

devant le « grade et **Nom** du commandant de formation administrative ou son délégataire »

Par le « grade (en toutes lettres) »

NOM et Prénoms : « **Nom** » « Prénoms »

Date de naissance :

Numéro identifiant défense :

Est modifié comme suit, pour compter du :

Au lieu de :

Lire :

À.... , le....

Pris connaissance le :
Signature

Le commandant de formation administrative,
ou son délégataire

DESTINATAIRES :

- DRH-AA/CERHAA TOURS
- DRH-AA/SDGR/BGA TOURS
- PIÈCES DE L'INTÉRESSÉ

ANNEXE XI.

DÉCISION PORTANT DÉNONCIATION DE CONTRAT PAR L'AUTORITÉ MILITAIRE.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



FORMATION ADMINISTRATIVE

Unité

Bureau

Lieu,

Timbre

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE,

- VU le code de la défense ;
VU le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008, modifié relatif aux militaires engagés ;
VU l'arrêté du 24 février 2015 portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions individuelles concernant les militaires engagés ;
VU l'instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du 15 mars 2016 relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air ;
VU le contrat numéro souscrit le « date en toutes lettres » ;

CONSIDÉRANT (motivation détaillée, notamment défauts de formation ou comportement),

DÉCIDE

Article 1 : le contrat souscrit le « date en toutes lettres » inscrit au registre sous le numéro par le « grade (en toutes lettres) » (« spécialisation ») « Prénom » « **Nom** », né(e) le « date en entier », NID : « NID », affecté(e) « affectation complète », est dénoncé.
l'intéressé sera rayé des contrôles de l'armée de l'air le « date en entier ».

Article 2 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de la date de notification conformément aux articles R. 4125-1. à 17. du code de la défense. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Cette décision sera notifiée à ce militaire. Une copie de la décision (datée et signée) ou le cas échéant le compte rendu en tenant lieu sera archivé(e) dans ses pièces individuelles.

Pris connaissance le :
Signature

Pour le ministre de la défense
et par délégation,

DESTINATAIRE :

- FORMATION ADMINISTRATIVE

COPIES :

- COMMANDANT DE FORMATION ADMINISTRATIVE
QUI A REÇU L'ACTE D'ENGAGEMENT OU SON DÉLÉGATAIRE
- BARAA 24.501 DIJON
- DRH-AA/SDGR/BR TOURS
- DRH-AA/CERHAA TOURS
- DRH-AA/SDGR/BGA/ TOURS

Adresse postale

Tél : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX – Fax : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX
- e-mail : prénom.nom@intradef.gouv.fr

ANNEXE XII.
DÉNONCIATION DE CONTRAT PAR L'INTÉRESSÉ ET DÉCISION DE RADIATION DES
CONTRÔLES CORRESPONDANTE.

le « grade » « Prénom » « NOM »

NID :

de « libellé de l'unité en entier »

à

Monsieur le commandant de la formation
administrative

Objet : dénonciation de contrat.

Références : code de la défense ;
instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du 15 mars 2016.

Pièces jointes : éventuellement

Actuellement en période probatoire, j'ai l'honneur de vous informer de ma décision de dénoncer mon contrat à compter du « date en entier » (prévoir 10 jours ouvrés entre la date de dépôt et la date de départ) pour les raisons suivantes :

Je suis informé qu'après la date d'effet de cette dénonciation, l'administration n'est pas tenue de donner une suite favorable à ma demande éventuelle de nouvel engagement formulée ultérieurement.

Je suis informé que le motif de mon départ tel que je l'ai décrit dans la présente décision est considéré comme un départ volontaire au regard de l'assurance chômage.

signature du militaire



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



FORMATION ADMINISTRATIVE

Unité

Bureau

Lieu,

Timbre

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE,

- VU le code de la défense ;
VU le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008, modifié relatif aux militaires engagés ;
VU l'arrêté du 24 février 2015 portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions individuelles concernant les militaires engagés ;
VU l'instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du 15 mars 2016 relative aux engagements des sous-officiers et des militaires du rang engagés dans l'armée de l'air ;
VU le contrat numéro souscrit le « date en toutes lettres » ;
VU la lettre en date du « date en toutes lettres » ;

CONSIDÉRANT que par lettre susvisée, l'intéressé a dénoncé son contrat d'engagement durant la période probatoire.

DÉCIDE

Article 1 : le « grade (en toutes lettres) » (« spécialisation ») « Prénom » « **Nom** », né(e) le « date en entier », NID : « NID », affecté(e) « affectation complète » est rayé(e) des contrôles de l'armée de l'air à compter du « date en entier ».

Article 2 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de la date de notification conformément aux articles R. 4125-1. à 17. du code de la défense. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Cette décision sera notifiée à ce militaire. Une copie de la décision (datée et signée) ou le cas échéant le compte rendu en tenant lieu sera archivé(e) dans ses pièces individuelles.

Pris connaissance le :
Signature

Pour le ministre de la défense
et par délégation,

DESTINATAIRE :

- FORMATION ADMINISTRATIVE

COPIES :

- COMMANDANT DE FORMATION ADMINISTRATIVE
QUI A REÇU L'ACTE D'ENGAGEMENT OU SON DÉLÉGATAIRE
- BARAA 24.501 DIJON
- DRH-AA/SDGR/BR TOURS
- DRH-AA/CERHAA TOURS
- DRH-AA/SDGR/BGA TOURS

Adresse postale

Tél : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX – Fax : XX XX XX XX XX – PNIA : XXX XXX XX XX
- e-mail : prénom.nom@intradef.gouv.fr

ANNEXE XIII.
DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT.

le « grade » « Prénom » « NOM »
NID :
« libellé de l'unité en entier »
de « lieu de formation administrative »

à

Monsieur le ministre de la défense

Objet : demande de résiliation de contrat.

Références : code de la défense ;
décret n° 97-440 du 24 avril 1997, modifié ;
instruction n° 1005/DEF/DRH-AA/SDGR/BGA/DGA du 15 mars 2016.

Pièces jointes : contrat d'engagement, promesse d'embauche... ;
état estimatif des sommes à rembourser.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder la résiliation de mon contrat à compter du « date en entier » pour les raisons suivantes :

Je reconnais que cette résiliation de contrat va donner lieu « à une régularisation de mes droits à prime d'engagement », « au remboursement de mon lien au service », « au remboursement de la prime réversible des compétences à fidéliser »... et je m'engage à reverser l'intégralité de la somme correspondant aux services prévus par le contrat en cours mais non effectués.

Je suis informé qu'en cas de résiliation agréée, l'administration n'est pas tenue de donner une suite favorable à ma demande éventuelle de nouvel engagement formulée ultérieurement.

Je suis informé que le motif de mon départ tel que je l'ai décrit dans la présente demande est considéré comme un départ volontaire au regard de l'assurance chômage.

signature du militaire